

# Le treizième pavé des «Documents diplomatiques» La peur en toile de fond

Le treizième pavé est tombé en octobre dernier. La publication des «Documents diplomatiques suisses 1848-1945» poursuit son cours<sup>1</sup>. Quatre volumes doivent encore être mis à la disposition des historiens et curieux d'histoire. Les travaux ont pris un léger retard mais, en 1992, doivent paraître les volumes 4, 12, 14 et 15. Ces deux derniers sont attendus avec autant d'impatience que d'intérêt puisqu'ils couvrent la période de la Seconde Guerre mondiale de 1940 à 1945.

Le treizième, dont le professeur Jean-Claude Bergier et ses collaborateurs de l'Institut d'histoire de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich ont été les maîtres d'œuvre, dépasse – index compris – les mille pages. Sur plus de 6000 pièces dépouillées, 429 ont été retenues. On n'y trouvera aucune «bombe», aucun scoop. Tout, ou presque, a déjà été écrit sur ces sombres années où, devenue inévitable, la guerre civile européenne a plongé la Suisse dans une situation d'encerclement total, le Reich allemand, son allié italien et la France et l'Autriche occupée ou annexée étant désormais ses interlocuteurs les plus immédiats.

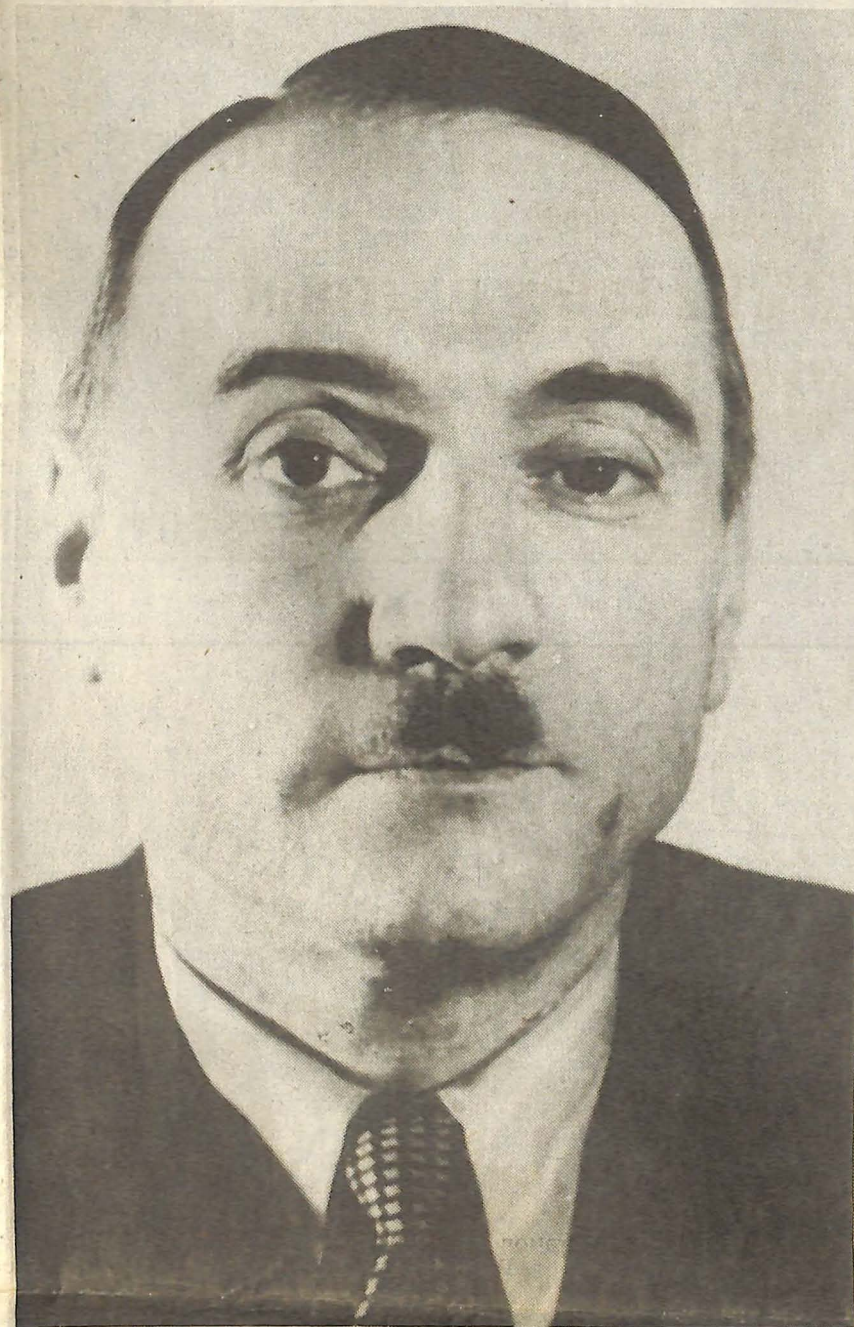
La Confédération chemine entre deux abruptes parois: le maintien et la défense «par tous les moyens dont elle dispose» de l'inviolabilité de son territoire et de la neutralité mais aussi l'impérieuse nécessité de faire vivre économiquement sa population. On ne s'étonnera donc pas qu'une partie importante des documents de ce volume soient ceux de la Division du commerce dont les émissaires se battent sur tous les fronts pour obtenir, dans les moins mauvaises conditions possibles, des accords assurant au pays vives et travail. Les canons de Buehrle-Oerlikon apparaissent souvent au fil des pages. Troc peu glorieux mais y avait-il d'autre choix?

Ce que révèle et souligne bien cette masse de correspondances, notes et procès-verbaux c'est l'interdépendance, l'imbrication étroite des aspects politiques, militaires, économiques, financiers et sociaux de l'action du Conseil fédéral et de l'administration. Tout se tient. Ainsi, la conclusion d'arrangements commerciaux avec le Reich tout-puissant est en relation avec l'attitude, jugée hostile à Berlin, de journaux – alémaniques principalement – auxquels les autorités demandent retenue et prudence extrême. Il y a même, émanant du Département politique (Affaires étrangères), une pro-

position d'utiliser les correspondants à l'étranger de la presse helvétique comme agents soldés de la propagande.

Les documents diplomatiques – il faut le rappeler – ne sont pas un livre d'histoire; c'est une matière première que chacun est libre d'interpréter à sa guise. Elle plonge le lecteur dans une réalité quotidienne dont les acteurs ignoraient comment les choses allaient évoluer. Ils avaient de bons motifs de redouter le pire. La menace d'une invasion militaire de la Suisse par les troupes allemandes est partout sous-jacente. La peur est la toile de fond de ce tableau. Elle provoque des réactions individuelles fortement contrastées. Les uns la maîtrisent et redoublent d'imagination pour trouver des solutions qui ne soient pas déshonorantes; d'autres se perdent dans les détails pour échapper aux interrogations gênantes; quelques-uns glissent dans la collaboration un petit doigt, une main puis le bras. Accablants sont, sous ce dernier aspect, les rapports du ministre de Suisse à Berlin, Hans Frölicher, toujours disposé à devancer les exigences de ses interlocuteurs les plus arrogants, bien que rappelé à l'ordre d'une exquise mais non point nette façon par Pierre Bonna, chef de la Division des Affaires étrangères. Jean-Claude Bergier, dans son introduction, parle de «l'halètement d'un temps déconcerté». L'expression est joliment trouvée. L'angoisse, le désarroi, les hésitations de gens dépassés par les événements affleurent plus fréquemment de cette correspondance administrative que la détermination et le courage. La débrouillardise au jour le jour tient lieu de ligne directrice et des intérêts matériels, pas forcément désintéressés, priment, dans certains cas, sur l'intérêt supérieur du pays. On surprend ainsi dans ses «bonnes œuvres» l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy en plein flirt avec les franquistes triomphants dans une Espagne exsangue. D'une main, il leur présente «son» film: «La Peste rouge», vivement applaudi et, de l'autre, il intervient pour que la Suisse vienne financièrement en aide au Caudillo. Il n'y manque même pas une traînée d'antisémitisme à propos de la naturalisation trop facilement accordée par le Liechtenstein à des juifs fortunés: cela inquiète le Département politique qui le fait confidentiellement savoir à ses agents à l'étranger.

Cent quatre semaines, vingt-quatre mois de la vie d'un petit Etat qui gre-



Marcel Pilet-Golaz. Le moment de relire son discours.

Keystone-a

lotte sous le vent glacé d'une histoire sanglante à laquelle il assiste de son balcon, prenant soin de ses géraniums et ne se penchant pas trop sur la balustrade. Tel est ce treizième volume. Ceux qui ne le connaissent pas encore y dégusteront avec consternation le fameux discours, prononcé sept jours après l'appel lancé de Londres par Charles de Gaulle, où M. Marcel Pilet-Golaz invite les Confédérés à des «re-

nouvellements» pour le moins ambigus. A l'heure où d'aucuns songent à une réhabilitation d'un personnage très controversé, la lecture de ce texte indiquera sans doute les limites de l'opération, aussi délicate que fut on-doyant l'énigmatique et cérébral responsable de la politique extérieure.

François Gross

<sup>1</sup> Editions Benteli, Berne.